



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°14 – 23 au 29 avril 2021

📌 En bref

Le régulateur britannique (PRA) a lancé une [consultation](#) le 29 avril pour simplifier le cadre réglementaire pour les petites banques domestiques, en écho au discours appelant à plus de proportionnalité pour certains établissements de crédit post-brexit.

📌 Fait marquant : Les perspectives économiques s'améliorent substantiellement au Royaume-Uni

Le consensus des économistes anticipe dorénavant une croissance de 5,4 % en 2021, contre 4,2 % anticipé en février, grâce à la vaccination rapide des Britanniques et les premiers signes de rebond de l'activité observés depuis l'allègement des mesures de restrictions.

Goldman Sachs estime que la croissance pourrait même y être plus forte qu'aux Etats Unis, à 7,8 % contre 7,2 % outre Atlantique en 2021. La croissance au troisième trimestre pourrait être particulièrement vigoureuse, alors que toutes les restrictions devraient être levées le 21 juin en Angleterre.

Le consensus a également revu ses prévisions de taux de chômage à la baisse, à 5,9 % en 2021 (contre 7,4 % anticipé en septembre dernier), grâce au dispositif de chômage partiel en vigueur jusqu'à fin septembre.

📌 LE CHIFFRE À RETENIR

33

Le nombre de SPAC (*special purpose acquisition vehicles*) cotées sur la bourse de Londres, selon le régulateur qui lance une [consultation](#) pour flexibiliser les règles.

Actualité macro-économique

L'activité économique a rebondi dès l'allègement des mesures de restriction – Selon les premières estimations des indices PMI de l'institut Markit, l'activité économique aurait crû en avril à son rythme le plus important depuis novembre 2013. L'indice d'activité composite a atteint 60 en avril, contre 56,4 en mars et est supérieur au consensus (58,1). Le PMI des services a augmenté à 60,1 contre 56,3 en mars, tandis que le PMI manufacturier a atteint 59,1 en avril, contre 58,9 en mars. L'enquête de Markit a également révélé que les entreprises embauchaient à nouveau, l'indice d'emploi ayant atteint son plus haut niveau depuis août 2017. Les disruptions liées au Brexit semblent s'affaiblir, l'indice des commandes à l'exportation ayant retrouvé son niveau de juin 2018. Des disparités sont toutefois à noter selon la taille des entreprises exportatrices. Pour les petites entreprises (> 50 employés) et les moyennes entreprises (> 250 employés), l'indice s'est respectivement établi à 44,1 et 47,6, contre 58,9 pour les grandes entreprises. Ces disparités témoignent des difficultés pour les PME de poursuivre leurs activités à l'export eu égard au nouveau cadre commercial avec l'UE.

Les ventes au détail ont augmenté de 7,2 % en mars en glissement annuel, après une contraction de 3,7 % en février – Bien que les magasins non-essentiels n'aient pas rouvert avant le 12 avril, les ventes (en ligne) ont bénéficié du regain de confiance des ménages en mars. Les ventes non-alimentaires ont été le principal contributeur au rebond, ayant crû de 10 % en mars, bien qu'elles restent 16 % en-dessous de leur niveau de février 2020. Les ventes de carburants ont également augmenté de 11,1 %, soutenues par la possibilité de se déplacer à nouveau dans le pays. Les ventes au détail devraient continuer d'accélérer en avril : la mobilité dans les rues commerçantes aurait atteint 75 % de leur niveau pré-pandémie la semaine de réouverture des magasins, contre

44 % la semaine précédente. Les données bancaires de la Banque d'Angleterre (CHAPS data) confirment cette tendance : les dépenses des ménages ont atteint 91 % de leur niveau de février 2020 la semaine du 9 au 15 avril, contre 82 % la semaine précédente.

Le déficit budgétaire britannique a atteint 14,5 % du PIB sur l'année budgétaire 2020-21 – Le gouvernement a emprunté 28 Md£ supplémentaire en mars selon l'*Office for National Statistics*, portant à 303,1 Md£ le déficit budgétaire entre avril 2020 et mars 2021, soit le plus important déficit depuis la seconde Guerre Mondiale. Cela reste inférieur aux estimations de l'*Office for Budget Responsibility* (OBR) publiées en mars 2021, qui s'attendait à un déficit de l'ordre de 355 Md£. Cependant, le déficit budgétaire pour 2020-21 ne prend pas encore en compte les pertes possibles sur les prêts garantis par l'Etat au titre de la pandémie en 2020, qui pourraient atteindre 27,2 Md£ selon l'OBR.

Le début 2021 est marqué par un bond du nombre d'entreprises en « grande détresse financière » – D'après le dernier rapport *Red Flag Alert* produit par le cabinet spécialisé dans la restructuration des entreprises Begbies Traynor, plus de 720 000 entreprises sont désormais en grande détresse financière. Ceci représente un bond de 93 000 entreprises au T1 2021 - le bond trimestriel le plus important depuis 2014 - et une augmentation de 42 % par rapport à 2020. D'après Begbies Traynor, les entreprises des secteurs de la logistique et de l'immobilier ont connu une augmentation particulièrement forte des difficultés au cours des trois premiers mois de 2021. Le cabinet avertit que l'assouplissement des mesures de restrictions liées à la pandémie pourrait ne pas suffire à empêcher de nombreuses entreprises en difficulté de glisser vers l'insolvabilité. Selon les derniers chiffres de l'*Insolvency Service*, 992 entreprises d'Angleterre et du Pays de Galles ont été déclarées insolvable en mars - en hausse par rapport au début de l'année, mais en baisse de 20 % par rapport à mars 2020. Les entreprises écossaises et nord-irlandaises présentent une situation similaire.

Actualité commerciale

La ministre britannique au Commerce et son homologue australien ont publié un communiqué conjoint optimiste sur la conclusion prochaine des négociations commerciales – En dépit du climat dégradé dans lequel la cinquième session de négociations entre Londres et Canberra s'est déroulée, Elizabeth Truss et Dan Tehan ont publié un communiqué conjoint volontairement optimiste. Les parties indiquent en effet être parvenues à un consensus sur « la grande majorité des éléments d'un accord de libre-échange global », avec en vue la signature d'un accord de principe d'ici le mois de juin prochain. L'ouverture des marchés agricoles serait un point d'achoppement en raison des demandes offensives formulées par l'Australie, et pourrait retarder la signature de l'accord. En parallèle, les négociations avec la Nouvelle-Zélande se poursuivent et pourraient également se conclure à l'horizon de l'été prochain.

Le gouvernement a annoncé la création d'un *Investment Council* qui sera chargé de conseiller le gouvernement en vue d'attirer les investissements étrangers au Royaume-Uni – La création de ce *Council* a été annoncée par le ministre britannique chargé de l'investissement, Lord Gerry Grimstone, dont il assurera la présidence. Ce conseil, qui se réunira deux fois par an et sur une base *ad hoc*, opérera aux côtés de l'*Office for Investment*. Il sera composé de 40 chefs d'entreprise et investisseurs étrangers, dont les PDG d'HSBC, Santander UK, Tata Sons, et GIC. La date de création effective de ce *Council* n'a pas pour l'heure été communiquée par le ministère britannique du commerce international.

Le gouvernement poursuit ses efforts diplomatiques en Asie du Sud-Est, en particulier vis-à-vis des principales économies de l'ASEAN – La ministre britannique au commerce international Elizabeth Truss et son homologue

indonésien ont annoncé la création d'un *Joint Economic and Trade Committee* (JETCO), qui se veut un forum de dialogue sur les questions commerciales entre les deux pays. Des JETCO existent d'ores et déjà entre le Royaume-Uni, et entre autres l'Inde et le Brésil. En outre, les ministres ont annoncé la signature d'un *Memorandum of Understanding*, dans lequel les parties se sont engagées à poursuivre leurs efforts en matière de levée des barrières d'accès à leurs marchés. Ces différentes annonces préfigurent l'ouverture probable à moyen-terme de négociations commerciales vers un accord de libre-échange entre Londres et Jakarta. Pour mémoire, le Royaume-Uni ambitionne, au titre de l'inclinaison indopacifique recherchée par le gouvernement, d'obtenir un statut d'observateur à l'ASEAN, semblable à celui dont dispose l'UE.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

La FCA a lancé une seconde [consultation](#) sur le régime prudentiel des entreprises d'investissement britanniques – Elle fait suite à une 1^{ère} consultation publiée en décembre 2020 sur un nouveau régime prudentiel pour les entreprises britanniques agréées (le *UK Investment Firm Prudential Regime* – IFPR, qui reflétera le régime IFD/R - *EU Investment Firm Regulation and Directive prudential regime* - de l'UE). L'objectif de l'IFPR est de rationaliser et de simplifier les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement réglementées par la FCA (contrairement au régime prudentiel actuel, basé sur des exigences conçues pour des banques d'importance systémique actives au niveau mondial). Les exigences et attentes prudentielles seront recentrées sur les dommages potentiels que l'entreprise peut causer au marché et consommateurs, et non seulement sur les risques auxquels l'entreprise elle-même est confrontée. Cette deuxième

consultation porte, entre autres, sur la rémunération, la gestion des risques et la gouvernance, ainsi que sur les exigences en matière de liquidité, et consulte sur les exigences en matière de fonds propres qui n'avaient pas été abordées lors de la première consultation (CP20/24). Elle clôture le 28 mai et sera suivie d'une 3^{ème} phase de consultation au T3 2021. Les règles définitives seront publiées une fois toutes les consultations terminées et le projet de loi sur les services financiers adopté au Parlement.

La Banque d'Angleterre met au point un backstop de liquidité en sterling auprès de la Banque des Règlements Internationaux – La Banque d'Angleterre (BoE) a [annoncé](#) le 27 avril qu'elle avait créé une facilité avec la Banque des Règlements Internationaux (BRI), afin de garantir la liquidité de la livre sterling lors de potentielles périodes de stress sur les marchés internationaux. Selon cet accord, la BoE fournira des liquidités de court terme en sterling et collatéralisées à la BRI, qui pourra utiliser la facilité pour fournir d'autres banques centrales en devise britannique. Ce type de facilité n'est généralement conclu qu'entre banques centrales, comme l'indique le [Financial Times](#). La dernière facilité de *swap* qu'avait conclu la BRI concernait des échanges d'or en 2010 et avait été interprétée comme une solution à un déséquilibre de marché et une volonté de ne pas dévoiler le client bénéficiaire de la facilité.

Le Royaume-Uni va faire l'objet d'un examen minutieux dans le cadre du plus grand procès italien à l'encontre de la mafia depuis des décennies – Quelque 900 témoins sont appelés à déposer contre plus de 350 accusés, dont des hommes politiques et des fonctionnaires accusés d'être membres de la 'Ndrangheta, l'une des organisations criminelles les plus riches et redoutées au monde. Une étude de l'Institut de recherche *Demoskopita* estimait en 2013 que sa puissance financière était supérieure à celle de la Deutsche Bank et de McDonald's réunis, avec un « chiffre d'affaires » annuel de 53 Mds€ (44 Mds£). Notamment, la mafia 'Ndrangheta aurait blanchi des milliards d'euros par le biais des banques britanniques au cours de la dernière décennie. Ainsi, plusieurs des accusés devront

répondre à des accusations de blanchiment d'argent pour avoir créé des sociétés au Royaume-Uni dans le but présumé de simuler une activité économique légitime. Le procureur italien explique que le Royaume-Uni a servi de « base d'investissement et de blanchiment d'argent », tandis que la *Guardia di Finanza* italienne souligne que « le problème est que le risque d'infiltration de la mafia [à Londres] est sous-estimé ».

Le Royaume-Uni sanctionne 22 personnes dans le cadre de son nouveau régime de lutte contre la corruption mondiale – Annonçant des sanctions ciblées à l'encontre de 22 individus à la Chambre des communes, le ministre britannique des affaires étrangères Dominic Raab a déclaré que ces pratiques de corruption avaient « un effet immensément corrosif sur l'État de droit ». Excitant l'ambition de « Global Britain », il a fait valoir que le Royaume-Uni a « un rôle important à jouer dans la lutte contre la corruption » au regard de son « statut de centre financier mondial » qui, en plus d'être « un lieu attractif pour les investissements », attire également des acteurs corrompus cherchant à « blanchir leur argent sale par le biais de banques ou d'entreprises britanniques ». Associés à des cas de corruption en Russie, en Afrique du Sud, au Soudan et en Amérique latine, les 22 individus sanctionnés n'auront plus accès aux banques britanniques, seront soumis à des gels d'actifs et ne seront pas autorisés à voyager en Grande-Bretagne. Le gouvernement britannique impose notamment des sanctions à 14 individus russes impliqués dans un schéma de fraude fiscale de 230 M\$ révélé par Sergei Magnitsky. La secrétaire d'État aux affaires étrangères du parti travailliste Lisa Nandy s'est félicitée de cette annonce et a exhorté D. Raab à « joindre le geste à la parole » et à veiller à ce que les forces de l'ordre disposent des ressources nécessaires pour enquêter pleinement sur les cas de corruption et de criminalité économique.

2 Banques et Assurances

La Banque d'Angleterre (BoE) fermera son centre de distribution de billets à Leeds en 2023 mais prévoit d'y établir un hub dans le cadre du renforcement de sa présence régionale – La décision répond à la tendance, accentuée par la pandémie, de déclin de l'usage de l'argent liquide. La fonction de distribution des espèces sera désormais satisfaite à partir du principal centre de trésorerie de la BoE à Debden, Essex. En outre, la BoE participe au programme de « *levelling up* » gouvernemental à travers l'établissement d'un centre à Leeds et l'augmentation « substantielle » de son personnel -y compris des hauts fonctionnaires - dans d'autres régions du Royaume-Uni. Ceci intervient alors que certaines des institutions supervisées par la BoE ont commencé à transférer des opérations hors de Londres: Goldman Sachs a annoncé l'ouverture d'un centre technologique à Birmingham la semaine dernière, tandis que Santander transfère son siège à Milton Keynes. Une partie du HMT déménage également vers un campus à Darlington, tandis que la nouvelle Banque publique d'investissement britannique sera aussi située à Leeds.

Post-pandémie, les banques britanniques prévoient de réduire de moitié le nombre de voyages d'affaires – Le maintien du travail à distance permet en effet de réduire les coûts et d'améliorer l'empreinte carbone du secteur. Ainsi, Lloyds s'est engagée à « maintenir l'élan » des pratiques développées pendant la pandémie en réduisant de moitié les émissions de CO2 dues aux voyages par rapport aux niveaux de 2019. C'est également une opportunité de réduction des coûts opérationnels pour des banques, dans un contexte de rentabilité contrainte par l'environnement de taux d'intérêt bas. Par exemple, HSBC a économisé 300 M\$ sur ses frais de déplacement en 2020 par rapport à 2019, réduisant ses émissions annuelles de CO2 d'environ 73 000 tonnes. Bien que la plus grande contribution des banques au changement climatique provienne de la réorientation des portefeuilles de prêts et d'investissements, les émissions liées aux voyages représentent une part importante de leur empreinte carbone

directe. Selon les calculs du FT, une réduction de 50 % des déplacements des quatre plus grandes banques britanniques par rapport à 2019 permettrait d'économiser près de 120 000 tonnes d'émissions de CO2 par an.

HSBC a annoncé un bénéfice avant impôt de 5,78 Mds\$ (4,16 Mds£) au T1 2021 dans un contexte de reprise économique – Le résultat est bien au-dessus de la prévision moyenne des analystes (à 3,35 Mds\$). Toutes les zones géographiques du groupe ont été rentables au T1, et la division bancaire britannique de HSBC a déclaré un bénéfice avant impôt de 1 Md\$ (720 M£). L'amélioration des perspectives mondiales, « notamment au Royaume-Uni », a permis à la banque de libérer 400 M\$ de provisions pour créances douteuses. Le PDG Noel Quinn a également mentionné les bons résultats des divisions « *Global Banking and Markets* » et « *Asia Wealth* » ainsi que du financement du commerce et des prêts hypothécaires à Hong Kong et au Royaume-Uni. Les pertes de crédit attendues pour 2021 sont désormais inférieures à la fourchette de moyen terme de 30 à 40 points de base prévue en février dernier.

3 Audit

Les cabinets d'audit demandent plus de marges de manœuvre au régulateur pour les audits « difficiles » – Selon des informations révélées par le FT, les demandes ont eu lieu lors d'un appel téléphonique en janvier dernier avec l'organisme de surveillance comptable, le *Financial Reporting Council* (FRC), à laquelle ont participé des représentants des quatre grands cabinets d'audit - Deloitte, EY, KPMG et PwC - et des cabinets dits "challengers" tels BDO, Grant Thornton et Mazars. Les cabinets ont demandé au FRC de faire preuve de plus d'indulgence lors de missions d'audit dites plus difficiles. Ils auraient notamment demandé la suspension des contrôles du FRC sur la qualité du travail d'audit pendant un an lorsque les cabinets acceptent d'auditer des sociétés à haut risque cotées à la Bourse de Londres. Ils demandent aussi à ce que

le travail effectué pour de nouveaux clients soit exempté d'un examen minutieux en raison de la difficulté accrue que constitue le premier audit d'une société. Consécutivement au refus du FRC d'exempter les premiers audits d'inspections

annuelles de qualité, les cabinets auraient proposé que les résultats de ces inspections ne soient pas rendus publics.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Emma Cervantes, Jeanne Louffar, Pierre Serra,
revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr